Les migrations françaises vers les Prairies canadiennes, 1870-1914

French migrants to the Prairies, 1870-1914

Audrey Pyée

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2722>

DOI : 10.4000/eccs.2722

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Référence électronique

Audrey Pyée, « Les migrations françaises vers les Prairies canadiennes, 1870-1914 », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-2 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 24 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2722> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.2722>

Les migrations françaises vers les Prairies canadiennes, 1870-1914

Audrey PYÉE
Université York

Cet article étudie le mouvement migratoire en provenance de France vers les Prairies canadiennes entre 1870 et 1914. L'analyse est centrée autour de trois thématiques. La première se concentre sur les processus de promotion de la région et de recrutement des migrants français. La deuxième s'intéresse aux raisons pour lesquelles les Français choisissent de quitter la France et pourquoi ils viennent spécifiquement dans les Prairies. La troisième explique les différentes sortes d'établissements de ces migrants. À travers ces trois problématiques, la place et l'influence du clergé catholique ressort clairement. Cependant, ce mouvement migratoire est très hétérogène et parcellaire et renforce la présence francophone dans les Prairies.

This article examines French immigration to the Canadian Prairies between 1870 and 1914, around three points. First, the author analyses the various emigration pamphlets promoting the Prairies which were circulating in France, as well as the active recruitment of French migrants. Second, the article tackles the reasons which brought French immigrants to choose to settle in the Prairies. Third, the various colonies picked by these immigrants are discussed here. It appears quite clearly that most of these steps from recruitment to final settlement were supervised or organised by members of the French clergy.

À la fin du XIX^e siècle, les Prairies canadiennes sont décrites comme une terre promise et la région est devenue une destination privilégiée par les Français qui choisissent de quitter leur terre natale. Une combinaison de facteurs a mené à l'émergence de ce mouvement migratoire : la reprise des relations entre la France et le Canada, notamment avec l'arrivée de *La Capricieuse* en 1855 (LAMONDE ET POTON 2006; LE JEUNE 2008, 89-94), l'ouverture des Prairies canadiennes à la colonisation, les efforts de recrutement d'une population francophone par le clergé catholique, les élites canadiennes-françaises et du Québec et le gouvernement canadien.

Pendant les années 1870, l'immigration française dans les Prairies est pratiquement inexistante, à part la présence de quelques Alsaciens-Lorrains (PAINCHAUD 1987, 165; FRÉMONT 1980, 4-6). En 1881, le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest recensent 108 personnes nées en France, en 1891, ils en recensent 664¹. Au tournant du XX^e siècle, l'Ouest canadien commence à attirer les Français de façon comparable au Québec et surpasse même cette province en 1911 lorsque 52,6% des migrants français s'y établissent, comparé à 33,6% au Québec (Recensement du Canada 1911; PÉNISSON 1986, 115).

¹ Recensement du Canada, 1881 et 1891.

Tableau 1 : Nombres de personnes nées en France dans les Prairies canadiennes, 1881-1916

	1881	1891	1901	1911	1916
Manitoba	81	474	1470	3146	2939
Les Territoires du Nord-Ouest*	27	190	1027		
Saskatchewan**				2940	3031
Alberta**				1843	1982
Total	108	664	2497	7929	7952

* Les territoires du Nord du Canada sont inclus dans les recensements de 1881 et 1891

** La Saskatchewan et l'Alberta ont leur propre catégorie dans les recensements après qu'elles deviennent des provinces en 1905.

Contrairement au Québec, les Prairies ne sont pas réputées pour leur présence française et catholique, mais pour l'abondance des terres disponibles et les opportunités d'une vie prospère et indépendante. Malgré cela, la région est présentée comme étant catholique et francophone. La présence de la population métisse et du clergé catholique contribue à générer cette image. De plus, l'Église catholique est au cœur du développement de la migration des Français. Elle contribue au recrutement laïc et ecclésiastique ainsi qu'à l'établissement de communautés francophones.

Cependant, l'activité de l'Église n'explique pas tout ce mouvement migratoire. Une migration laïque indépendante s'est rapidement développée. Elle compte des Français venant de différents secteurs professionnels et régionaux qui cherchent un renouveau ailleurs. Certains viennent de familles aisées ou nobles, d'autres de familles plus démunies; certains sont conservateurs, d'autres arrivent avec des valeurs républicaines; certains viennent des campagnes françaises, d'autres de milieux urbains.

La migration vers les Prairies canadiennes entre 1870 et 1914 est fortement encouragée par le clergé catholique, mais c'est le résultat d'une collaboration de différents groupes religieux et civils en France et au Canada. Chacun cherche à promouvoir ses propres intérêts, la diffusion de la « civilisation » française et catholique dans l'Ouest ou le soutien aux investissements français. Les causes de départ vers les Prairies reflètent ce double intérêt. L'argument économique domine, mais il est accompagné d'un

LES MIGRATIONS FRANÇAISES VERS LES PRAIRIES CANADIENNES

discours réactionnaire sur l'état de la France et sur la vie socioculturelle de l'époque. Les Prairies voient d'abord la migration d'investisseurs, d'idéalistes, d'aventuriers ou opportunistes, qui arrivent souvent assez tôt au cours de cette période et conçoivent la migration comme une expérience temporaire. Vient ensuite la migration de religieux et de religieuses, de familles, d'individus habitués à travailler la terre, de commerçants, de petits bourgeois qui forment généralement des établissements plus permanents. Toutes ces migrations associées avec les autres peuplements francophones amènent à une consolidation de la présence française dans la région, mais une présence qui est très diverse.

Amener des immigrants français dans les Prairies

Dans *Un rêve de peuplement de la Prairie* (PAINCHAUD 1987), Robert Painchaud démontre avec justesse l'importance du clergé catholique dans les efforts de colonisation française de la région. Dans les années 1870, Monseigneur Alexandre-Antonin Taché, archevêque de Saint-Boniface, s'engage dans un travail de promotion de la colonisation de l'Ouest par des franco-catholiques afin de contrer l'influence pressante des migrants anglo-protestants. Mais le recrutement en Amérique du Nord n'apporte pas les résultats escomptés et l'archevêque tourne alors son attention vers l'Europe et ses émissaires (LALONDE 1983, 50-51).

À partir des années 1880, les possibilités de susciter un mouvement migratoire en provenance d'Europe apparaissent à Taché. On assiste alors à un renouveau des relations entre le Canada français et les pays francophones, et l'Église perçoit l'Europe comme une source de colons franco-catholiques car les efforts produits pour amener des Canadiens français dans l'Ouest n'ont pas été couronnés d'un grand succès. La création du Commissariat canadien à Paris en 1882 permet de tisser plus facilement des liens avec la France. En outre, Frédéric Gerbié, publiciste français résidant au Québec, estime que la participation du Canada à l'Exposition universelle de Paris en 1878 attire l'attention de capitalistes français (GERBIÉ 1884, 355). En effet, une délégation française vient au Canada en 1880 et plusieurs de ses membres s'aventurent jusque dans les Prairies. Ces visites amènent le développement de contacts transatlantiques et permet de faire connaître le pays en France. Un des délégués, Arthur de la Londe, se rend dans l'Ouest et rencontre des personnalités canadiennes-françaises, dont Taché. Impressionné par ce que l'Ouest a à offrir, de la Londe, délégué du Comice agricole de l'Arrondissement de Rouen et de la Société centrale d'agriculture de la Seine-Inférieure, se propose de coopérer avec les chefs de file du mouvement de colonisation et de réunir des terres pour y envoyer des migrants français. Il est alors en communication avec Taché et à

l'issue d'un second voyage au Canada, la Société foncière du Canada est fondée. Cependant, elle connaîtra l'échec (PAINCHAUD 1987, 23-27). Une autre délégation française arrive à Winnipeg en 1885 avec le curé Labelle à sa tête. L'abbé Jean-Baptiste Proulx, vice-recteur de la succursale montréalaise de l'Université Laval, écrit à Taché que ce voyage a pour but « de déterminer, pour le Canada, surtout pour les Prairies du Nord-Ouest, un courant de saine émigration française parmi la classe agricole, en un mot d'amener des castors » (PAINCHAUD 1987, 172).

Taché ne travaille pas seul. Dans l'est du pays, le curé Antoine Labelle est « le roi de la colonisation » et un des maillons importants du recrutement pour l'Ouest. Il donne l'élan à de nombreux autres prêtres désirant contribuer à la colonisation canadienne. Labelle se déplace lui-même en Europe en 1885 pour le compte du gouvernement canadien, puis en 1890 pour le compte du gouvernement québécois. Le but de ses voyages est de créer un courant migratoire de l'Europe francophone vers le Canada (DUSSEAUT 1983, 36-37, 128-129). Le prêtre voyage en France, rencontre des membres de l'élite française, laïque et ecclésiastique, et il donne des conférences sur le Canada. En février 1890, on le retrouve en Savoie, où il prononce une allocution sur « Les Français du Canada »². La même année, il rend visite à la communauté des Chanoines réguliers de l'Immaculée Conception (C.R.I.C.) à Saint-Claude dans le Jura et il « la presse d'essaimer au Canada » (VERNET 1937, 114). Son travail de terrain ouvre le pas à d'autres, principalement des membres du clergé français déjà émigrés au Canada.

Un réseau de recrutement prend donc racine au sein du clergé catholique. Il est aisé pour les prêtres et religieux de retourner « chez eux » et d'encourager la migration. Par exemple, en 1889, l'abbé Jean Antoine Plantin du diocèse d'Ottawa retourne dans son département d'origine, l'Ardèche, afin de recruter des migrants. Il ne travaille pas spécialement pour la colonisation de l'Ouest, mais il y dirige des familles. C'est lui qui envoie les premiers migrants installés à Notre-Dame-de-Lourdes, avant même que les C.R.I.C. ne s'y installent. Il est à l'origine du départ des familles de Malzieu-ville et d'autres communautés de la Lozère³. Beaucoup d'autres prêtres travaillent activement à la colonisation des Prairies. Le père H. Péran de Saint-Laurent, au Manitoba, et le père Paul Le Floch de Saint-Brieux, en Saskatchewan, reçoivent de l'aide du

² Le Républicain de la Savoie, 4-5 février 1890.

³ Archives de l'Archevêché d'Ottawa (A.A.O.), Dossier Chanoine Jean-Antoine Plantin: carnets de notes; chanoine Jean Antoine Plantin à Mgr Duhamel, 15 décembre 1888, 12 février 1889, 5 mars 1889, 18 mai 1889.

LES MIGRATIONS FRANÇAISES VERS LES PRAIRIES CANADIENNES

gouvernement canadien pour effectuer des missions en France⁴. Cet esprit de coopération existe aussi entre des clercs et des laïques. Par exemple, Auguste Bodard, l'infatigable avocat de la migration française, soutient les efforts de recrutement de Plantin en envoyant des brochures aux Français qui en demandent au prêtre et recommande à des migrants potentiels de rencontrer Plantin afin de faire le voyage vers le Canada avec lui⁵.

L'abbé Jean Gaire, fondateur de Grande-Clairière, au Manitoba, en 1888 et de plusieurs communautés en Saskatchewan et Alberta, est l'un des missionnaires-colonisateurs les plus actifs⁶ (JONES 1989, 127-176). Il effectue un premier retour en France en 1889 qui sera suivi par d'autres voyages consacrés au recrutement d'immigrants. À titre d'exemple, au cours de dix mois en 1903-1904, Gaire donne soixante-quinze conférences. Il apporte des lettres de recommandation de personnalités religieuses et civiles, présente des conférences dans les séminaires et dans des congrégations religieuses masculines et féminines, et il communique avec les milieux commerciaux, comme lorsqu'il s'adresse à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux. Le bulletin fondé par Gaire, *Le Défenseur du Canada catholique et français* était un « organe de propagande et d'information, et représentait un lien entre Gaire et ses amis dans le travail de défense d'un Canada catholique et français » (ROTTIERS 1983, 46-47).

Les C.R.I.C. participent également à ce travail, mais, comme on l'a vu, ils sont d'abord eux-mêmes recrutés par le clergé canadien, avec l'aide de Bodard. En 1889, le secrétaire général de la Société d'immigration française écrit aux C.R.I.C. afin de les informer des possibilités d'établissement au Canada (DUPAQUIER 1970, 70). Dom Gréa, le supérieur de la congrégation, charge Dom Paul Benoît de lui répondre favorablement. À la suite de cet échange, Bodard informe Taché de l'intérêt de cette congrégation. Le curé Labelle leur rend visite à Saint-Claude⁷ (VERNET 1937, 114). Il s'en suit un voyage de Dom Benoît en Amérique en 1890 afin d'étudier les possibilités d'établissement pour la communauté. L'élément significatif de ce processus de

⁴ Archives Nationales du Canada (A.N.C.), RG 76, série I-A-1, vol. 364, bobine C-10265, dossier 471120: W.D. Scott à Géo. Hannah, Esq., Allan Line, 22 février 1906, et H. Péran à W.D. Scott, 8 août 1906; et A.N.C., RG 25, série B-1-b, vol 197, dossier I 4/55: W.D. Scott à Paul Wiallard, 2 décembre 1905.

⁵ A.A.O., Dossier Chanoine Jean-Antoine Plantin: carnets de notes et A.N.C., RG 17, vol. 604, chemise 68314: rapport d'Auguste Bodard à John Carling sur l'immigration française et Belge en Canada en 1888.

⁶ *Les Cloches de Saint Boniface*, 15 janvier 1902, 28 juillet 1903, 21 mars 1904, 4 avril 1904.

⁷ Archives de la Société Historique de Saint-Boniface (ASHSB), Fonds de la corporation archiépiscopale catholique romaine de Saint-Boniface, série Alexandre Taché, T39662-T39666: Auguste Bodard à Mgr Taché et Ta1971-Ta1974: Mgr. Taché à Dom Gréa.

recrutement est qu'une fois engagé dans l'établissement de leur congrégation dans l'Ouest canadien, les chanoines commencent à recruter eux-mêmes des migrants pour les accompagner et peupler la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, puis celle de Saint-Claude, au Manitoba (FRÉMONT 1980, 158-159). Après son arrivée au Canada, Dom Benoît devient le supérieur de sa congrégation au Manitoba et continue sa campagne de recrutement en rédigeant des articles sur Notre-Dame-de-Lourdes et Saint-Claude dans de nombreux journaux français. Il ne se limite cependant pas aux paroisses qu'il dirige. Au cours des années, les C.R.I.C. accompagnent des convois de migrants ailleurs dans les Prairies⁸.

Les C.R.I.C. font venir à Notre-Dame-de-Lourdes et à Saint-Claude en 1895 une communauté religieuse féminine, les Sœurs de Cinq-Plaies, basée à Lyon⁹. On trouve un autre exemple de cette migration religieuse féminine à Trochu, en Alberta en 1909, quand un groupe de huit sœurs de la Charité de Notre-Dame d'Évron ouvrent un couvent et un hôpital dans cette communauté fondée par d'anciens soldats français et leurs familles. L'anticléricalisme qui règne au début du XX^e siècle signifie en effet que des religieux et des religieuses partent pour le Canada, entraînant parfois avec eux des paroissiens qui craignent « pour le libre exercice de leur religion [...] et de leur vanter par contraste l'absolue 'liberté religieuse' du Canada » (VALLAUX 1980, 281).

La coopération est une des clefs du recrutement. Le clergé n'opère pas de manière isolée, il reçoit de l'aide du gouvernement fédéral et de groupes indépendants et cela malgré des tensions récurrentes entre l'Église catholique et le gouvernement. D'autre part, contrairement aux débats concernant la migration des Canadiens français vers l'Ouest, il n'existe pas de concurrence pour les migrants francophones d'Europe entre le Québec et l'Ouest. Les promoteurs de l'immigration française reçoivent la collaboration de nombreux et divers groupes. Ainsi, les compagnies de chemin de fer et de transport maritime sont les premières à investir dans le recrutement des migrants, des clients potentiels.

De la fin des années 1880 au début du XX^e siècle, Auguste Bodard travaille à la venue de migrants français au Canada. À Montréal, en 1885, il

⁸ Les C.R.I.C. de France et du Canada poursuivent cette activité de recrutement jusqu'en 1895 lorsqu'ils se concentrent plus sur le développement de leur congrégation et de leurs communautés manitobaines. Cet abandon est aussi dû aux plaintes de migrants français qui ont de malheureuses répercussions sur la réputation des C.R.I.C. : ASHSB, Fonds Benoît-Guérét, B(G) 5414-B(G) 5417: Frère Germain à Dom Benoît.

⁹ Archives des Sœurs du Sauveur, Saint-Boniface, Man.: Boîte 54 B, Chanoines Régulier de l'Immaculée Conception, Papiers du Père R.P.J. Picod, « Ad Sanctitatem Suam, n° 1 ».

LES MIGRATIONS FRANÇAISES VERS LES PRAIRIES CANADIENNES

fonde, avec l'aide du curé Labelle, la Société d'immigration française, dont il est secrétaire général (BODARD 1901, 2). Cette société a pour but « de renseigner spécialement les colons de langue française qui débarquent en Canada et faire connaître notre pays en France, en Belgique et en Suisse [...], et cela dans un but complètement désintéressé pour être simplement utile à nos compatriotes »¹⁰. Bodard travaille beaucoup avec le Québec, mais aussi avec l'Ouest. Il publie des articles dans de nombreux journaux français et canadiens, en plus de rédiger plusieurs brochures. Bodard travaille aussi directement avec les migrants français désirant s'établir dans les Prairies. Les migrants de Notre-Dame-de-Lourdes et de Saint-Claude ont recours à son aide en France et à leur arrivée au Canada¹¹.

Les notables des centres francophones de l'Ouest travaillent également au peuplement de leur région. Par exemple, un Canadien français, Alfred T. Bernier, s'installe au Manitoba en 1880 et se donne pour objectif de travailler à la colonisation de la province. Il est le premier maire de Saint-Boniface, surintendant des écoles catholiques du Manitoba et devient sénateur en 1892. Catholique et conservateur, il travaille à l'unisson avec Taché et certains Français¹². Il établit des contacts avec la France et accueille d'éminents Français. Bernier s'implique particulièrement dans la fondation de Fannystelle, située au sud-est de Winnipeg, et encourage ainsi la venue de nombreuses personnes « de bonnes familles françaises » (BERNIER 1887). Il se rend même en mission en Europe en 1891. Son intérêt pour les questions de colonisation diminue seulement lorsqu'il est nommé sénateur en 1892 (PAINCHAUD 1987, 171-174).

Par ailleurs, assez tôt, dès les années 1870 mais surtout à partir des années 1880, les Prairies intéressent des Français désireux d'étudier la région pour publier des rapports en France; ils représentent un des maillons de l'effort de recrutement (SIMARD 1987, 171-172). Comme pour le peuplement des colonies, l'émigration vers le Canada est présentée par ces quelques auteurs comme ayant pour avantage d'aider la patrie et de profiter aux Français d'Amérique. Certains personnages tels que Gustave de Molinari, journaliste

¹⁰ A.N.C., RG 17, vol. 539, dossier 60132: rapport de Bodard à John Carling, Ministre de l'Agriculture.

¹¹ En Lozère, Auguste Comte assiste à une des réunions d'information de Bodard et celui-ci attend les deux frères à leur arrivée à Montréal. Alphonse Poiroux le remercie d'avoir joué un rôle d'intermédiaire dans son projet migratoire vers Notre-Dame-de-Lourdes. Le Breton Guillaume Trémorin lui écrit pour l'informer de son établissement au Manitoba. Il lui transmet les salutations d'un autre migrant Auguste Bonnefoy et indique que ce dernier n'a pas d'épouse et qu'il aimerait que Bodard lui en envoie une. *La Famille Comte, 1891-1996*, p. 34-74; *Le colonisateur Canadien*, 15 mai 1892, 1^{er} septembre 1892.

¹² *Le Manitoba*, 2 juin 1886.

spécialiste en économie politique, ou Georges Demanche, un autre journaliste, insistent pour que les Français s'installent dans l'Ouest plutôt qu'au Québec où beaucoup de terres sont déjà prises (DE MOLINARI 1886, 131-132; DEMANCHE 1890, 186; LAMOTHE 1879, 323). De plus, ces auteurs affirment que l'émigration au Canada renforcerait l'influence de la « race française ». De Molinari conclut ainsi que « l'établissement d'un courant d'émigration est donc une nécessité vitale pour la 'France d'Amérique' » (DE MOLINARI 1886, 130). Cet enthousiasme est tout de même modéré par le fait que ces auteurs n'indiquent pas aux personnes disposant de peu de moyens de quitter la France. Ils évoquent les risques d'un établissement dans les Prairies. Ils encouragent les propriétaires fonciers qui voient leurs revenus baissés, leur héritage être dissous et leur influence disparaître (LAMOTHE 1899, 275).

Pourquoi partir, pourquoi vers les Prairies ?

Certains migrants laïques et ecclésiastiques évoquent le climat politique en France avec l'arrivée au pouvoir des Républicains en 1878-1879 comme une raison les incitant à partir. La lutte anti-congréganiste débutée en 1880 et les lois scolaires de la première moitié des années 1880 mènent plusieurs ordres vers le Canada (LAPERRIÈRE 1996, 51-89). La loi militaire de 1889 établit que les jeunes hommes doivent effectuer leur service militaire à vingt ans et pour trois ans. Les séminaristes doivent effectuer un an et peuvent retourner à leurs études, cependant, s'ils ne sont pas devenus ministres du culte à 26 ans ils sont requis de se présenter pour les deux ans de service dont ils avaient été dispensés. Cette loi entraîne l'envoi de jeunes religieux au Canada, pour qu'ils évitent d'avoir à quitter les ordres¹³ (LAPERRIÈRE 1996, 92-99, 125-129).

La première décennie du XX^e siècle amène de nouvelles mesures anticléricales. Émile Combes, président du Conseil d'État de 1902 à 1905, continue le programme anticléricale. En 1902, il impose la fermeture de « 3000 écoles non autorisées des congrégations autorisées » ; la loi du 7 juillet 1904 complète son œuvre en interdisant l'enseignement aux congrégationnistes. Ces mesures donnent lieu à plusieurs manifestations, particulièrement en Bretagne (CHOLVY & HILAIRE 2000, 106-107). Le vote de la Loi sur la séparation des Églises et de l'État par la Chambre des députés en juillet 1905 met fin au Concordat de 1801; l'État et les Églises deviennent alors indépendants l'un de l'autre. De plus, la loi des inventaires du 2 janvier 1906, qui exige l'enregistrement des biens des églises et donne à l'État les titres de propriété des bâtiments religieux, ne fait rien pour minimiser la révolte des catholiques qui

¹³ A.S.H.S.B., Fonds de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, Man., boîte 6, chemise 164: cahier 2, 1894-1898: Annales journalières des CRIC, 31 janvier 1898.

LES MIGRATIONS FRANÇAISES VERS LES PRAIRIES CANADIENNES

craignent les effets de ces mesures (CHOLVY & HILAIRE 2000, 111-115). La séparation entraîne des pertes matérielles énormes pour l'Église catholique, ce qui crée le désarroi de beaucoup de prêtres et l'inquiétude de leurs paroissiens (CHOLVY & HILAIRE 2000, 121-124).

Les lois anticléricales laissent donc des milliers de religieux et de religieuses sans logis ou emplois et entraînent des départs vers les colonies françaises dans un contexte de travail missionnaire (DAUGHTON 2006, 17), mais aussi vers l'étranger. Le Canada est un choix évident, puisque des congrégations françaises ont commencé à s'établir au Québec dès les années 1830-1840 (LAPERRIÈRE 1996, 58-59). Les Prairies attirent donc des membres du clergé français cherchant à échapper aux changements qui les affectent, et aspirant à un travail de missionnaire. L'abbé Gaire réagit aussi à ces bouleversements politiques:

Et pourquoi ne pas le dire? Les attentats contre la religion, que je voyais se perpétuer en France, étaient bien faits pour me confirmer dans ma décision. J'aurais encore compris que les impies votassent pour des représentants impies; mais l'aveuglement de tant de catholiques, votant pour des sectaires ennemis, me paraît insupportable; assurément mes paroissiens de Loisy et Bezaumont ne m'avaient pas donné cet affligeant spectacle; mais si eux-mêmes votaient bien, trop souvent ailleurs l'on votait mal (GAIRE 1898, 13-14).

Par ailleurs, l'Ouest attire des missionnaires pour les opportunités que la région offre. À cette époque l'objectif des missionnaires n'est pas simplement l'évangélisation des populations autochtones, mais également l'implantation du catholicisme dans une région de « frontière » et, par la même occasion, la lutte contre l'influence protestante. Comme dans le cas des missionnaires dans les colonies françaises sous la Troisième République (DAUGHTON 2006, 18), les missionnaires-colonisateurs français de l'Ouest canadien transforment le mouvement missionnaire traditionnellement centré sur la spiritualité et les conversions en un mouvement centré sur la propagation de la « civilisation » et du catholicisme français. C'est une sorte de reprise de la mission civilisatrice (DAUGHTON 2006, 16-18), mais dans un contexte canadien. Gaire écrit encore: « Il me semblait entendre comme le son de la trompette d'alarme, appelant au secours d'autres frères [...] Les Catholiques français du Canada ont là-bas de redoutables ennemis, me dis-je; et bien je serai de la bataille! (GAIRE 1898, 13-14) »

D'autres prêtres français rêvent d'un projet similaire. Dom Benoit soutient la migration d'une population française, catholique et blanche pour

peupler les paroisses qu'il fonde. Ces trois qualités sont particulièrement importantes dans la rhétorique du missionnaire-colonisateur. Il explique par exemple que « si la race française et par conséquent la religion catholique venait à dominer dans le Manitoba comme dans la province du Québec, notre langue et notre foi auraient l'empire du Canada et, par ce pays d'avenir, pourraient faire d'admirables progrès dans toute l'Amérique du Nord »¹⁴. L'objectif est donc de bâtir une société francophone et catholique dans les Prairies, afin de combattre l'influence anglo-protestante déjà trop bien établie à leurs yeux¹⁵.

Le mécontentement envers les politiques françaises anticléricales constitue un thème récurrent dans les écrits des laïques qui expliquent les motivations de leur départ. Comme le clergé qui se sent persécuté par ces lois, les laïcs subissent ces mesures, cependant, il est difficile d'établir jusqu'à quel point. Néanmoins, plusieurs migrants utilisent ce contexte politico-religieux pour expliquer leur départ ou leur désir de départ. Dans ses mémoires, Jean-Louis Picton, un Savoyard établi à Haywood, au Manitoba en 1905, se plaint des politiques anticléricales de la Troisième République, qui affectent la société et l'éducation des enfants. Il explique que :

Le pays bouleversé par des théories d'hommes inconsistants [sic] et ambitieux et, par la persécution religieuse qui mettaient les citoyens en suspensions [sic] vis à vis des pouvoirs publics et des comités dits « Républicains » rendait la vie sociale presque insupportable. L'enseignement religieux qui nous était un précieux auxiliaire pour l'éducation de nos enfants, était supprimé depuis longtemps de nos écoles. L'enseignement libre congrégationniste créé après cela au prix d'efforts inouïs [sic] était un palliatif précieux à la situation précédente, pour ceux qui voulaient l'employer, fut supprimé à son tour en 1903¹⁶.

C'est donc pour l'avenir de ses enfants qu'il s'inquiète, dans un contexte scolaire républicain et anticlérical. Dans son récit mémoriel, cette plainte est présente au côté des causes socio-économiques de la migration. Un autre immigrant, Antoine Randon, né dans la Loire et établi avec sa famille en Alberta, insiste aussi sur les conséquences des politiques anticléricales sur sa progéniture. Dans sa correspondance, il écrit que « les injustices et les abominations dont on abreuve la religion catholique dans notre belle France où

¹⁴ A.S.H.S.B., Corporation archiépiscopale catholique romaine de Saint-Boniface, Série Alexandre Taché, T 43177-T 43182 : Dom Benoît au Sénateur [Brun ?], s.l., octobre 1890.

¹⁵ Archives des Sœurs du Sauveur, Saint-Boniface, Manitoba, Papier du R.P. J. Picod, Boîte 54B: Ad Sanctitatem Suam n° 1, Notre-Dame-de-Lourdes, 15 octobre 1909, p. 5.

¹⁶ Archives de la Société Historique de Saint-Boniface (A.S.H.S.B.), Fonds Fortier, Alfred, dossier Picton, 179: Jean-Louis Picton, *Mémoire d'un émigrant français*.

LES MIGRATIONS FRANÇAISES VERS LES PRAIRIES CANADIENNES

la liberté religieuse tend à disparaître » l'entraîne pour « une question de conservation des principes religieux et moraux pour tous ses enfants » à émigrer au Canada (PÉNISSON 1991, 238). Une femme célibataire travaillant dans le commerce en Ile-et-Vilaine et qui s'établira à Notre-Dame-de-Lourdes au Manitoba exprime, en 1905, sa déception par rapport au traitement du clergé :

La France est un très bon pays [...] mais nous sommes dans un moment critique pour le Clergé Catholique, je ne sais pas si on nous laissera des Prêtres, ont a chasser les religieuses, maintenant on veut chasser nos prêtres, si cela arrive les choses n'iront pas bien, pour moi je préfère émigrer que de rester en France¹⁷.

Des témoignages semblables sont issus de la Saskatchewan où Jean Gaudet, un boulanger de Lyon installé à Wauchope, exprime son incompréhension face aux lois du gouvernement Combes (LAPOINTE & TESSIER 1986, 114). La migration vers les Prairies, présentée comme une région catholique où la religion est respectée, est conçue par les migrants comme une solution pour protéger leurs enfants contre les « dangers moraux » qu'ils risquent en France. À leurs yeux, le Canada présente un modèle alternatif à celui de la France. La propagande insiste en effet sur la liberté religieuse que le pays offre et le respect des croyances de chacun. Néanmoins, beaucoup de migrants français ne mentionnent pas cette question et ne semblent pas accorder d'importance aux tourments anticléricaux. Ce n'est donc pas une cause attribuable à la migration de tous les Français.

La cause première des migrations laïques est économique. De nombreux Français, quelque soit leur classe sociale, sont tout d'abord à la recherche d'occasions pour améliorer leur situation économique. La raison principale du choix des Prairies comme destination est la disponibilité de terre qui inspire l'indépendance économique et la mobilité sociale. Non seulement il y a, du Manitoba à l'Alberta, des terres permettant d'établir des fermes consacrées à la culture de la terre ou des ranchs pour l'élevage, mais en plus la Loi sur les terres du Dominion de 1872 offre aux chefs de famille et aux hommes de 21 ans ou plus l'octroi d'une terre de 160 arpents pour la modeste somme de dix dollars. Les migrants peuvent aussi acheter de grandes terres à des prix bien plus intéressants qu'en France.

Il existe un désir clair de s'établir sur la terre. Contrairement à la thèse de l'exode rural qui présente le milieu rural comme un lieu répulsif

¹⁷ A.S.H.S.B., Fonds Benoît-Guérét, B(G) 0934: Esther Aussant à Dom Benoît, Saint-Germain-en-Coglès, Ile-et-Vilaine, 4 avril 1905.

(ROSENTAL 1999, 35), la vie sur la terre reste un idéal. En France, de l'Ancien Régime jusqu'à la crise agricole du dernier quart du XIX^e siècle, la terre représente le fondement de la puissance, la richesse des notables et un rêve pour des individus appartenant à diverses classes sociales. Alors que la France est perçue comme vivant une période de décadence depuis la défaite de la guerre de 1870 (SWART 1964, 123-194), la vie agricole est mise sur un piédestal quand elle est comparée à la vie urbaine. En France, comme dans de nombreux autres pays européens en cours d'industrialisation, la ville est imaginée comme un lieu de perdition et de misère (MOCH 1983, 35-64; CHEVALIER 1978, 117-259). Les observateurs de l'époque craignent que les migrations urbaines soient un des moteurs de la « dégénération de la race française », problème que les réformateurs sociaux considèrent comme un des résultats de la crise démographique (ACCAMPO 1995, 5-6; PICK 1989; NYE 1984). Les vertus du monde rural sont donc célébrées en représentant la terre comme un symbole de fertilité et la paysannerie comme un symbole des vertus familiales. La régénération de la nation française est supposée reposer sur les campagnes (JACKSON 2001, 30-31). La propriété terrienne reste un idéal pour ceux dont la famille ne vit plus de l'agriculture depuis une ou plusieurs générations. Ceux qui sont déjà agriculteurs rêvent de vivre plus amplement des revenus de la terre et de permettre à leurs enfants d'en faire autant. D'ailleurs, selon Maurice Agulhon « le destin familial a longtemps été conçu comme l'accession à la propriété. Mais précisément, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la terre devient chère » (AGULHON 1976, 457). Reste donc le choix de rester, de partir pour la ville ou pour une autre région abondante en terre. Les Prairies représentent une option intéressante.

Les conditions locales, les situations familiales et individuelles permettent de comprendre les raisons de départ (ROSENTAL 1999). Les problèmes agricoles ou économiques sont un dénominateur commun aux migrations en provenance de différentes régions. Le nord de la Lozère envoie au Manitoba des individus et des familles aux professions diverses, mais pour tous les conditions de vie sont peu satisfaisantes et les opportunités économiques limitées. Des Mauriennais s'établissent aussi dans les Prairies à la suite d'une paupérisation agricole. La terre ne suffit plus à faire vivre. Des migrants du Finistère et du Morbihan sont affectés par le morcellement continu des terres et la précarité économique qui l'accompagne (PYÉE 2005, 129-144; LE BIHAN 1997, 74-75).

Malgré l'absence de statistiques générales sur les régions d'origine française pour les trois provinces des Prairies, il est possible d'esquisser un portrait des régions les plus aptes à créer des flots migratoires vers les Prairies canadiennes. La Savoie, le Massif Central, la Bretagne par exemple sont bien

LES MIGRATIONS FRANÇAISES VERS LES PRAIRIES CANADIENNES

représentées, mais le pays basque l'est beaucoup moins. Il n'y a pas non plus de groupement important de migrants d'Alsace-Lorraine. À titre d'exemple, parmi les groupes d'immigrants français les plus nombreux de Notre-Dame-de-Lourdes, Manitoba, entre 1893 et 1912, nous retrouvons 103 individus de Bretagne, 103 du Massif central (de Lozère et Haute-Loire), 63 du Poitou-Charentes, 38 de Savoie. Pour la même période, Saint-Claude, Manitoba, reçoit un groupe de 131 Bretons, 33 Savoyards, 26 Jurassiens, 22 Deux-Sévriens, 20 Isérois et d'autres plus petits groupes d'origines dispersées en France (PYÉE 2005, 81-82). Des Bretons se regroupent également à Saint-Laurent et à Sainte-Rose-du-Lac au Manitoba, et à Saint-Brieux en Saskatchewan. Des Auvergnats s'établissent à Ponteix toujours au Saskatchewan (FRÉMONT 1980, 15-20, 106-107, 157-158, 161-162).

Il y a également de nombreux migrants qui n'appartiennent pas à des courants migratoires régionaux clairement identifiables. La présence de migrants de multiples origines en France est cependant indéniable à travers l'Ouest. De presque chaque région française des migrants se dispersent dans l'Ouest canadien, ce qui démontre une parcellisation de ce mouvement migratoire.

Le peuplement français des Prairies

Le projet initial de M^{gr} Taché pour le peuplement francophone repose sur un modèle de peuplement en bloc « pour voir se développer au Manitoba une population 'française' forte et unifiée ». Son successeur, Monseigneur Adélarde Langevin, envisage une structure différente avec un peuplement en chaîne qui consisterait en une chaîne de petits établissements francophones entre le Manitoba et la Colombie-Britannique qui seraient de nouvelles bases d'expansion et combleraient les espaces entre les communautés très éparpillées (PAINCHAUD 1987, 3). En général, les migrants français ne s'isolent pas; ils recherchent la proximité d'autres francophones. Les missionnaires-colonisateurs choisissent souvent des sites où se trouvent déjà des familles de langue française. C'est le cas de Dom Benoît à Notre-Dame-de-Lourdes où sont installés des colons canadiens-français dès les années 1880 (GABORIEAU 1990, 8-9) et de l'abbé Gaire à Grande-Clairière où quelques familles métisses vivent à proximité (GAIRE 1898, 29). Il en résulte que les origines des communautés francophones sont généralement diversifiées. Par exemple, Ponteix est peuplé surtout par des Auvergnats, mais également par des Canadiens français du Québec et des États-Unis ainsi que par des Belges (LAPOINTE & TESSIER 1986, 133). Notre-Dame-de-Lourdes est colonisée par une majorité de Français, mais aussi des Suisses ainsi que des Canadiens-français du Québec et de l'Ontario (GABORIEAU 1990, 337-530). En outre,

même si la présence des Métis est appréciée pendant les années pionnières pour l'aide qu'ils peuvent apporter, lorsqu'elles sont bien établies les communautés françaises ne sont pas forcément inclusives (PYÉE 2005, 310-314). À Saint-Laurent, les missionnaires n'apprécient pas la présence de Métis qui ne veulent pas s'établir définitivement sur la terre et ils essaient de les relocaliser au nord de la communauté en même temps qu'ils essaient de faire venir une population blanche française et catholique (ST-ONGE 2004, 60).

Ces regroupements ont permis la survie de communautés francophones dans l'Ouest (LINTEAU 2008, 175) : Notre-Dame-de-Lourde, Saint-Claude, Saint-Laurent au Manitoba, Gravelbourg, Saint Brieux dans la Saskatchewan. Dans le cas de l'Alberta, Donald Smith a soutenu que l'éparpillement des Français à travers la province et l'absence de larges communautés a mené à la disparition de plusieurs établissements (SMITH 1985, 93). Cependant, « l'établissement groupé et concentré a mieux résisté à l'assimilation et au changement culturel et linguistique » (ALLAIRE 1993, 354). Ce constat cache malgré tout le fait que la migration comporte beaucoup d'établissements isolés (ALLAIRE 1993, 355). Néanmoins, des immigrants français « jouent un rôle de premier plan dans les luttes identitaires » même si parfois les relations avec les Canadiens-français ne sont pas toujours facile (FRENETTE 2008, 318-319).

On l'a vu, les missionnaires-colonisateurs contribuent à la fondation de paroisses à travers les Prairies. Nous donnons seulement quelques exemples. L'abbé Jean-Marie Jolys, un Breton, a fondé la paroisse de Saint-Pierre, au Manitoba. Dom Benoît, un jurassien, a établi les paroisses de Notre-Dame-de-Lourdes et de Saint-Claude en 1891 et en 1893 respectivement. L'abbé alsacien Jean Gaire a fondé Grande-Clairière au Manitoba en 1888 et au Saskatchewan les communautés de Cantal en 1892, Bellegarde en 1898 et Wauchope en 1902. Le père Paul Le Floch a contribué à la fondation de Saint-Brieux en amenant des migrants de sa Bretagne natale en 1904. L'abbé auvergnat Marie-Albert Royer est à l'origine de la fondation de Ponteix en 1908.

Cependant, il faut se méfier du concept de « père fondateur » qui émerge du récit mémoriel, donnant une place d'importance à un individu, souvent un prêtre, dans l'histoire de la fondation d'une communauté. Ces missionnaires-colonisateurs jouent un rôle indéniable dans le processus de recrutement de colons et dans la création des paroisses. Néanmoins, des laïques sont généralement présents au début et jettent les bases des communautés. Attribuer aux seuls missionnaires-colonisateurs la fondation des communautés francophones, c'est négliger le rôle des laïcs dans le processus de colonisation.

LES MIGRATIONS FRANÇAISES VERS LES PRAIRIES CANADIENNES

À la diversité des origines géographiques s'ajoute la diversité des origines sociales. Dans ces communautés, nous retrouvons des migrants français d'origine modeste liés de façon plus ou moins directe à la terre, parfois quelques bourgeois, des professionnels, des commerçants qui cherchent une vie différente sur la terre. Ces derniers sont parfois qualifiés d'aventuriers, surtout lorsqu'ils sont célibataires.

Les aristocrates français parsemés à travers les Prairies sont par ailleurs souvent liés à cette notion d'aventurier. Pourquoi s'établissent-ils dans la région? Les raisons sont multiples, mais elles reposent probablement en grande partie sur un déclin de leur statut social, leurs perspectives économiques, et/ou le gaspillage de leur rente ou part d'héritage, parfois associé à un comportement jugé problématique. Bernard Pénisson dit du Manitoba qu'elle est considérée « comme une sorte de colonie de déportation pour les jeunes gens à problèmes de la noblesse » (PÉNISSON 2000, 161). Jeunesse à problème ou pas, certains cherchent à échapper à leur vie en France. C'est le cas d'Henri D'Hellencourt, qui devient journaliste au Manitoba après avoir fui son pays natal, ses compatriotes n'acceptant pas sa relation intime avec une femme divorcée (PÉNISSON 1986a).

En 1882, le duc de Blacas s'établit à Saint-Laurent dans « une grande maison en pierre, d'apparence bourgeoise, qu'il fait élever et qui fait figure de manoir seigneurial, à côté des pauvres cabanes en tronc d'arbre des Métis et des colons du voisinage » (FRÉMONT 1980, 11). Il embauche un Canadien français pour s'occuper de ses terres et tenir la fromagerie qu'il ouvre, passe l'hiver à Ottawa puis repart pour la France pour faire un bon mariage. Après cela, sa présence dans l'Ouest canadien est peu fréquente et il ne revient pas après 1891. Le comte de Simencourt arrive la même année à Saint-Laurent, s'établit sur un ranch avec son épouse et ils ne quittent le Canada que pour des raisons de santé (FRÉMONT 1980, 11-13). Fannystelle est fondé en 1887 grâce à une riche dame patronnesse française qui désire consacrer à sa jeune dame de compagnie une communauté catholique sur les Prairies. Deux nobles sont recrutés pour créer cet établissement, le vicomte de Saint Exupéry et le comte Henri de la Borderie, qui sont assistés par le maire de Saint-Boniface. Ils achètent des terres, construisent une église et une école, établissent une beurrerie. Pendant plus de dix ans, ce coin du Manitoba représente un centre de vie française où s'établissent des Français fortunés, certains aristocrates, quelques familles. La communauté française survit même après le retrait des capitaux de la patronnesse, mais elle perd de son importance après le retour en France d'un des fondateurs et le décès du deuxième (FRÉMONT 1980, 21-24). En Saskatchewan, La Rolanderie, ou Saint Hubert, est fondé en 1885 par le docteur Rudolph Meyer, un Alsacien ou un Allemand selon les versions de son histoire

(LÉONARD 1988), et devient un centre d'exploitation agricole. De nombreux aristocrates apparaissent dans la région et « il y avait de quoi ébahir le paysan canadien! De véritables gentlemen, roulant boghei [sic] anglais [...], coiffés de haut-de-forme et gantés de blanc! » (LALONDE 1983, 54). Avec leurs investissements, ils créent des élevages de moutons, de chevaux et bovins, une fromagerie, ils entreprennent la culture de la chicorée et de la betterave (LÉONARD 1988, 120-126). En Alberta, des aristocrates s'établissent sur des ranchs au sud de Calgary, dans la région de Millarville, où ils élèvent des chevaux.

Des entrepreneurs non-aristocratiques s'installent également dans les Prairies. C'est le cas de Pierre Foursin, le président de la Société foncière du Canada, ancien secrétaire d'Hector Fabre, commissaire canadien à Paris. Il fonde Montmartre au sud de Régina, en Saskatchewan, où il espère offrir des terres à des familles françaises et belges. Trente d'entre elles viennent, mais le premier hiver est rude, le deuxième printemps les récoltes sont touchées par un gel précoce qui détruit le grain. Cela amène les migrants à quitter la communauté, qui est déplacée plus tard près d'une ligne de chemin de fer (JONES 1999, 532). À Trochu, en Alberta, des anciens cavaliers de l'infanterie française se sont établis dans les années 1900 sur des ranchs au sud de Calgary. Leurs familles les suivent peu de temps après ainsi que d'autres migrants des classes aisées. Huit sœurs vendéennes s'établissent à Trochu, où elles ouvrent un couvent ainsi qu'un hôpital, ce qui amène une certaine permanence du peuplement (FRÉMONT 1980, 129; SMITH 1985, 93).

À l'opposé de tous ces investisseurs, l'Alberta voit l'établissement d'une communauté française utopiste en 1906. Sylvan Lake, à l'ouest de Red Deer, reçoit le docteur Adalbert Tranche de Lille et trente familles qui l'accompagnent pour établir une colonie socialiste. Tous vivent dans le même bâtiment. Cependant, cette expérience est de courte durée. Après deux ans, certaines familles retournent en France, d'autres s'établissent ailleurs dans la région (SMITH 1985, 94).

D'autres migrants se détachent du modèle conservateur et catholique encouragé par les missionnaires-colonisateurs et les institutions catholiques de la région. Fort peu d'entre eux se qualifient de libres-penseurs, ils se présentent au contraire souvent comme de bons catholiques, mais des catholiques qui sont imbus de valeurs républicaines qu'ils ont apportées avec eux dans les Prairies. D'autre part, les tensions françaises sur des sujets tels que l'école laïque sont reprises dans certaines communautés comme Saint-Claude. Là, certains Français s'identifient comme libéraux et ils luttent contre l'influence du clergé dans l'enseignement de leurs enfants. Ils organisent les festivités du 14 juillet et

LES MIGRATIONS FRANÇAISES VERS LES PRAIRIES CANADIENNES

s'impliquent dans les campagnes électorales du parti libéral dans l'Ouest (PYÉE 2005, 317-340). Les divisions peuvent donc aussi être exportées. L'idéal de vie sur la terre est en outre remis en question par certains Français qui partent s'établir dans les villes et qui se reconvertissent, par exemple dans le commerce de vin (GABORIEAU 1990, 500-501) ou dans le journalisme (PÉNISSON 1986a), ou encore dans la cuisine et restauration (FRÉMONT 1980, 68-69).

Conclusion

La migration française dans les Prairies canadiennes amène une diversité ethnique, linguistique et sociale dans la région. Comme les promoteurs de ce mouvement migratoire l'avaient espéré, elle renforce les établissements francophones. Ils ne peuvent cependant pas amoindrir l'influence anglophone et protestante. Vu de l'extérieur, les migrants se trouvent dans une situation ambiguë, puisqu'ils sont à la fois des colonisateurs et des colonisés. Ils s'imposent dans la région et ont une situation privilégiée par rapport aux Métis, mais ils se situent dans une position d'infériorité vis-à-vis des anglophones. Par ailleurs, les migrants contribuent à construire une société hiérarchisée. Les classes sociales et la race sont parmi les premiers marqueurs de différence. Dans cette région de « frontière » où les Français s'établissent, un milieu égalitaire ne se forme pas naturellement (avec l'exception de Sylvan Lake). Les opportunités sont offertes à tous, mais certains Français arrivent avec plus de moyens pour y accéder plus vite. Enfin, les querelles françaises auxquelles les plus conservateurs essayaient d'échapper ne font que traverser l'Atlantique et les migrants français n'offrent pas un front homogène face aux questions religieuses et politiques.

Bibliographie

ACCAMPO, Elinor A. 1995. « Gender, Social Policy and the Formation of the Third Republic: An Introduction ». Dans Elinor A. Accampo et al., dir. *Gender and the Politics of Social Reform in France, 1870-1914*. Baltimore: Johns Hopkins University Press. p. 5-6.

AGULHON, Maurice. 1976. « Les transformations du monde paysan » Dans Georges Duby et Armand Wallon, dir. *Histoire de la France rurale. Tome 3 : de 1789 à 1914*. Paris : Éditions du Seuil. p. 444-468.

ALLAIRE, Gratien. 1993. « La construction d'une culture française dans l'Ouest canadien : la diversité originelle » Dans Gérard Bouchard et Serge

AUDREY PYÉE

Courville, dir. *La construction d'une culture. Le Québec et l'Amérique française*. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval. p. 343-359.

BERNIER, T. Alfred. 1887. *Le Manitoba, champ d'immigration*. Ottawa.

BODARD, Auguste. 1901. *Le Canada et l'émigration française. Conseils d'un compatriote*. Montréal.

BUGNET, Georges. 1984. *La Forêt*. Saint-Boniface : Éditions des Plaines.

CHATELAIN, Abel. 1976. *Les migrants temporaires en France de 1800 à 1914*. Villeneuve-d'Ascq : Publications de l'Université de Lille III.

CHEVALIER, Louis. 1978. *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris, pendant la première moitié du XIX^e siècle*. Paris : Librairie Générale Française.

CHOLVY, Gérard et Yves-Marie HILAIRE, dir. 2000. *Histoire religieuse de la France (1880-1914)*. Toulouse : Éditions Privat.

DAUGHTON, J.P. 2006. *An Empire Divided : Religion, Republicanism, and the Making of French Colonialism, 1880-1914*. Oxford, New York: Oxford University Press.

DEMANCHE, Georges. 1890. *Au Canada et chez les peaux-rouges*. Paris : Hachette.

DUPAQUIER, Maurice. 1970. *Dom Paul Benoît et le nouveau monde, 1850-1915*. Thèse de doctorat (histoire), Université Laval.

DURIEUX, Marcel. 1986. *Un héros malgré lui*. Saint-Boniface : Éditions des Plaines.

DUSSEAU, Gabriel. 1983. *Le curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec 1850-1900*. Montréal : Hurtubise HMH.

FRÉMONT, Donatien. 1980. *Les Français dans l'Ouest Canadien*. Saint-Boniface : Les Éditions du Blé.

FRENETTE, Yves. 2008. « L'apport des immigrants français aux francophonies canadiennes » *Francophonie d'Amérique*. n° 26, Automne. p. 309-330.

GABORIEAU, Antoine. 1950. *Notre-Dame-de-Lourdes (Manitoba) 1891-1990*. Notre-Dame-de-Lourdes, Man., Comité des fêtes du centenaire.

LES MIGRATIONS FRANÇAISES VERS LES PRAIRIES CANADIENNES

GAIRE, Abbé Jean. 1898. *Dix ans de mission au Grand-Nord-Ouest Canadien*. Lille : Imprimerie de l'Orphelinat Dom Bosco.

GERBIÉ, Frédéric. 1884. *Le Canada et l'émigration française*. Québec, Darveau.

JACKSON, Julian. 2001. *France. The Dark Years, 1940-1944*. Oxford: Oxford University Press.

JONES, David Kim. 1989. "Father Jean Gaire and Franco-Catholic Immigration to the Canadian Prairies, 1888-1925 : A Thesis". Thèse de maîtrise (histoire), University of Regina.

JONES, Richard. 1999. "French", dans Paul Robert Magocsi, dir., *Encyclopedia of Canada's People*. Toronto: MHSO. p. 526-538.

LAPOINTE, Richard et Lucille Tessier. 1986. *The Francophones of Saskatchewan. A History*. Regina, Campion College: University of Regina.

LAMONDE, Yvon et Didier Poton. 2006. *La Capricieuse (1855): poupe et proue : les relations France-Québec (1760-1914)*. Québec : Presses de l'université Laval.

LAMOTHE, Henri de. 1879. *Cinq mois chez les Français d'Amérique, voyage au Canada et à la Rivière Rouge du Nord*. Paris, Hachette.

LALONDE, André N. 1983. « L'immigration française et Belge dans les prairies canadiennes de 1870 à 1914 » Dans *Perspectives sur la Saskatchewan français*. s.l., Société historique de la Saskatchewan. p. 49-65.

LE BIHAN, Jean. 1998. « L'émigration vers le Canada au début du XX^e siècle : le témoignage de la jeune Scaëroise Marguerite Carduner (1893-1963) » *Société Archéologique du Finistère*. vol. 127. p. 351-360.

LE BIHAN, Jean. 1997. « Enquête sur une famille bretonne émigrée au Canada (1903-1920) » *Prairie Forum*. vol.22, n° 1, printemps. p. 73-101.

LE JEUNE, Françoise. 2008. « La France et le Canada du milieu du XVIII^e au milieu du XIX^e siècle : cession ou conquête? » Dans Serge Joyal et Paul-André Linteau, dir. *France-Canada-Québec. 400 ans de relations d'exception*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal. p. 57-94.

AUDREY PYÉE

LÉONARD, Carol. 1990. « 'La Rolanderie'; domaine d'aristocrates aventuriers ou utopie de catholique sociaux » Dans *L'Ouest canadien et l'Amérique française. Les Actes du 8^e CEFCO, 1988*. Regina : Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest. p. 103-131.

LINTEAU, Paul-André. 2008. « Quatre siècles d'immigration française au Canada et au Québec » Dans Serge Joyal et Paul-André Linteau, dir. *France-Canada-Québec. 400 ans de relations d'exception*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal. p. 165-181.

MOCH, Leslie Page. 1983. « Infirmities of the Body and Vices of the Soul: Migrants, Family, and Urban Life in Turn-of-the-Century France » Dans David Levine et al., dir. *Essays on the Family and Historical Change*. College Station: Texas A&M University Press. p. 35-64.

DE MOLINARI, Gustave. 1886. *Au Canada et aux montagnes rocheuses, en Russie, en Corse, à l'Exposition d'Anvers: lettres adressées au Journal des Débats*. Paris : C. Reinwald.

NYE A. Robert A. 1984. *Crime, Madness, and Politics in Modern France: The Medical Concept of National Decline*. Princeton: Princeton University Press.

PAINCHAUD, Robert. 1987. *Un rêve de peuplement français de la Prairie*. Saint-Boniface : Éditions des Plaines.

PÉNISSON, Bernard. 2000. « Louise d'Hellencourt et Christine de la Salmonière : deux Françaises au Manitoba », *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*. vol. 12, n° 2. p. 153-179.

PÉNISSON, Bernard. 1992. « Un colon français en Alberta vers 1905-1909: Antoine Randon ». Dans *Dix ans après ... Bilan et prospective. Actes du 11^e colloque du CEFCO, 1991*. Edmonton. p. 237-253.

PÉNISSON, Bernard. 1990. « Les relations commerciales franco-canadiennes, 1880-1914 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*. vol. 77, n° 28. p. 35-73.

PÉNISSON, Bernard. 1986. *Henri d'Hellencourt. Un journaliste français au Manitoba (1898-1905)*. Saint-Boniface : Les Éditions du Blé.

PÉNISSON, Bernard. 1986. « Un siècle d'immigration française au Canada (1881-1980) ». *Revue européennes des migrations internationales*. vol. 2, n° 2, novembre. p. 111-125.

LES MIGRATIONS FRANÇAISES VERS LES PRAIRIES CANADIENNES

- PICK, Daniel. 1989. *Faces of Degeneration: A European Disorder, c. 1848- c. 1918*, New York: New York University Press.
- PYÉE, Audrey. 2005. *La terre promise : migrations de France vers Notre-Dame-de-Lourdes et Saint Claude, Manitoba, 1890-1914*. Thèse de doctorat (histoire), York University.
- ROSENTAL, Paul-André. 1999. Les sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du XIX^e siècle. Paris : EHESS.
- ROTTIERS, René. 1985. «^M Gaire : missionnaire-colonisateur des Prairies » Dans *La langue, la culture et la société des francophones de l'Ouest. Actes du CEFCO, 1983*. Regina : Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest. p. 37-57.
- SALMONIÈRE, Christine de la. 1994. *Soupe maigre et tasses de thé*. Saint-Boniface : Éditions des Plaines.
- SAVARD, Pierre. 1970. Le consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914. Québec : Presses de l'Université Laval.
- SILVER, Arthur I. 1997. *The French-Canadian Idea of Confederation 1864-1900*, 2^e éd., Toronto: University of Toronto Press
- SIMARD, Sylvain. 1987. *Mythe et reflet de la France. L'image du Canada en France, 1850-1914*. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa.
- SMITH, Donald B. 1985. « A history of french-speaking Albertans » Dans Howard and Tamara PALMER, dir. *Peoples of Alberta. Portraits of Cultural Diversity*, Saskatoon: Western Producer Prairie Books. p. 84-108.
- ST-ONGE, Nicole. 2004. *St-Laurent, Manitoba. Evolving Métis Identities, 1850-1914*, Regina: Canadian Plains Research Center, University of Regina.
- SWART, Hoenraad W. 1980. *The Sense of decadence in Nineteenth-Century France*. La Hague: Martinus Nijhoff.
- VALLAUX, Camille. 1980. *La Basse Bretagne. Étude de géographie humaine*. Genève-Paris : Éditions Slatkine.
- VERNET, M^{gr} Félix. 1937. *Dom Gréa, 1828-1917*. Paris : Labergerie.